

Comptes - Rendus

Henri BERNARD. *Terre commune*. Bruxelles. Editions Brépols (1961), 700 p. Collection *Destin de l'Europe*, n° 2.

On connaît la manière du professeur Henri Bernard: franche, directe, elle s'inscrit dans une vaste vision historique du destin de l'Europe, sans s'écarter un instant des faits, du concret vécu, de la connaissance minutieuse du passé.

On lit les 700 pages de sa nouvelle œuvre avec passion, avec émerveillement, en confiance.

Avec passion : Henri Bernard, tout professeur qu'il soit, et tout chargé qu'il soit de former la conscience historique de nos futurs officiers (et qu'il le fasse avec minutie, ses cours ronéotypés l'attestent à suffisance), ne se croit pas tenu de sécréter l'ennui. De nature passionnée il est passionnant.

En confiance : l'homme est sûr, il n'avance rien qui ne soit étayé et comme bardé de faits, de dates, de documents d'archives.

Quant à l'émerveillement, il ne provient pas de l'extravagance de la thèse, ou du brillant, ni même de son audace : il naît de ce que l'évidence ait mis tant d'années à s'imposer. Désormais, elle est là, sous nos yeux : Bénélux était dicté par la géographie, par l'histoire ou plus simplement, par le bon sens. Bénélux était inscrit depuis toujours dans les faits. Certaines forces, certaines erreurs, certaines intrigues, certaines poussées impérialistes ont pu défaire en 1830 ce qui avait été fait, et heureusement fait en 1815 : l'histoire répondra en septembre 1944 au défi des passions nationalitaires et, d'un coup d'aile, fera des pays de Bénélux le microcosme de l'Europe.

Voici lâché le mot clé de la pensée bernardienne : l'Europe. L'Europe, *societas societatum*, seule réalité, est antérieure au national, qui n'est qu'un épiphénomène. Elle s'est longuement, spontanément recherchée, *imperium romanum*, empire de Charlemagne ou d'Otton, Europe médiane des Bourgognes et des Lotharinges, Europe des cinq fleuves, dans le respect des réalités historiques, sans nier le poids du passé. C'est parce qu'ils ont voulu bâtir une Europe placée sous l'autorité d'un dictateur ou d'une nation « prédestinée », que Henri Bernard dénonce si vigoureusement Louis XIV, Napoléon, Hitler. Pour lui, « l'absolutisme, centralisateur, policier et toujours conquérant, est antieuropéen par essence ».

L'Europe, à peine de se renier, sera donc libérale, fédérale, pluraliste, ouverte.

Un grand livre. Un beau travail. Une œuvre de foi et de vie.

L. M.

★

Claude DELMAS, le Général Marcel CARPENTIER, le Général Pierre M. GALLOIS, Maurice FAURE. *L'avenir de l'alliance atlantique*. Préface de Jules Romains, Paris, Edition Berger-Levrault, 1961, 352 p., 18 NF.

Qu'est-ce que l'Alliance Atlantique ?

Faut-il croire, avec M. Paul-Henri Spaak, qu'elle est « un enfant illégitime et bâtard des communistes plus encore qu'un enfant né de notre propre volonté » ? Ou correspond-elle à quelque réalité moins événementielle, et de ce fait, aurait-elle quelque avenir ?

Voilà à quelles questions — entre autres — M. Claude Delmas, spécialiste reconnu des problèmes atlantiques, répond dans le beau livre, œuvre collective, que vient de publier Berger-Levrault.

Sa conclusion ? Pour riche qu'elle soit de significations diverses, la boutade de notre actuel Ministre des Affaires Etrangères, ne reflète pas toute la réalité : qu'on le veuille ou non, l'Alliance Atlantique est née d'une réaction commune du monde libre devant les agressions de l'impérialisme soviétique, mais cette réaction est « irréductiblement enracinée dans le temps », elle possède une « indiscutable légitimité historique, géographique, morale, politique ». Elle est un fait. Si l'Alliance n'a pas atteint jusqu'à présent sa plénitude totale de communauté — condition *sine qua non* de survie — c'est qu'elle a dû se surimposer à des structures nationalitaires, et que chaque nation, semblable aux misérables cités grecques devant la menace asiatique, continue à agiter en 1962, comme elle le faisait en 1914, les haillons de sa souveraineté absolue.

Le problème de l'autorité politique est donc le goulet d'étranglement du destin de l'Alliance.

L'Europe le comprendra ou elle connaîtra le sort des *Graeculi*.

Si elle le comprend — à temps ! — elle devra modifier ses propres structures et la nature même de l'O.T.A.N. Et le faire vite. Immédiatement.

D'abord sur le plan militaire : les généraux Carpentier et Gallois s'y emploient. On connaît le premier, qui fut l'un des principaux responsables de la défense de l'Europe, et dirige aujourd'hui la très brillante et très vivante *Revue de Défense Nationale*. Du second, nous publierons dans la prochaine livraison de *Res Publica*, une synthèse qui exprime fort bien, me semble-t-il, l'essentiel d'une pensée particulièrement alerte et singulièrement novatrice.

L'un et l'autre disent très exactement où nous en sommes en matière de stratégie et de tactique, nucléaire et non nucléaire. Je résume, non sans faire

quelque violence à des textes aussi riches et qui ne peuvent être que mutilés à être analysés de la sorte : il y a une logique de la guerre moderne ; elle bouleverse toutes les notions qui nous étaient familières. Si elle veut rendre la guerre impossible, par l'extrême terreur qu'elle inspire, l'opinion publique doit donc cesser de paralyser l'action des gouvernements par ses frayeurs injustifiées, ses jugements hâtifs, ses ignorances profondes, ses mouvements désordonnés (p. 23 et 32). Elle ne doit pas s'opposer, par pure réaction passionnelle, aux exigences les plus élémentaires de la de la défense moderne : l'organisation en temps de paix de la logistique, la standardisation des armements et des méthodes, etc. Elle doit comprendre, elle doit admettre.

Il n'y a pas que le plan militaire : le plan diplomatique est au moins aussi important, sinon plus en cette période — un « entracte » dit Moscou — de coexistentialisme à tout prix. Que faire pour coordonner — enfin ! — les politiques étrangères, entre elles, d'abord, et pour les accorder avec les impératifs de la défense ? M. Maurice Faure, tenant compte avec lucidité de la permanence des objectifs soviétiques, établit fortement combien il serait dangereux de vider l'Alliance Atlantique de toute sa substance par confiance excessive en la fugace et très variable bonne volonté khrouchtchévienne (p. 198). D'autre part, « Dans l'état actuel des choses... la notion même de territoire national... est un anachronisme » (p. 211). La notion de politique étran-

gère nationale l'est tout autant, comme l'est l'idée d'une défense collective efficace qui ne serait assurée que par des défenses nationales fractionnées, puis associées ou même intégrées.

Il ne reste dès lors plus, au monde atlantique, s'il veut répondre au défi soviétique, « reposant sur une logique interne et sur la détermination d'objectifs à long terme » (p. 216), qu'à définir les termes de sa propre logique interne et à se fixer les objectifs à long terme, « en se donnant les moyens indispensables à la mise en œuvre d'une telle politique ».

L'Alliance et mieux encore, la Communauté, est l'instrument du destin occidental, conclut fort justement Delmas : nos fils se demanderont toujours comment nous sommes passé à côté de cette évidence.

Une série de documents du plus haut intérêt, le texte du traité de l'Atlantique Nord et du Pacte de Varsovie, des notes sur la guerre révolutionnaire, sur la coopération économique et scientifique, sur le total des dépenses des pays de l'O.T.A.N., une esquisse bibliographique à la fois riche et sobre, clôturent ce bel ouvrage lucide où la diversité des formations, des informations et des opinions fait mieux encore ressortir l'accord très profond qui s'est fait sur l'essentiel.

La préface de M. Jules Romains est un document clair et net. Le point de vue de « l'honnête homme » y rejoint celui des spécialistes civils et militaires. Elle mérite la lecture et la réflexion. L. M.

